



www.securitealimentaire.ca

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Moins d'argent pour prévenir la listériose *Le Syndicat de l'Agriculture demande à l'industrie alimentaire de protester*

Ottawa (Le 16 janvier 2012) — Le gouvernement fédéral a discrètement annoncé son intention d'annuler d'importantes initiatives en matière de sécurité des aliments, mises en place pour compenser la faiblesse du système d'inspection et pour faire face à une pénurie chronique d'inspecteurs, après qu'une contamination à la listériose dans une usine de Aliments Maple Leaf ait causé la mort de 23 Canadiens en 2008.

La plus récente planification de l'ACIA (Agence canadienne d'inspection des aliments) annonce que « les ressources consacrées à la listériose et à l'augmentation de la fréquence des inspections dans les établissements de transformation des viandes diminueront » en 2013-14. Cette planification est publiée en même temps qu'on apprend que l'ACIA entreprend une révision en profondeur de sa réglementation pour la rendre plus favorable à l'industrie.

« Cela ressemble à un exercice pour affaiblir la réglementation, pas pour la rendre plus intelligente ou plus sûre. Ottawa devrait prendre garde de miner la confiance du public en sabrant dans la sécurité des aliments parce que cela va finir par nuire à l'industrie, » déclare Bob Kingston, président du Syndicat de l'Agriculture – AFPC, qui représente les inspecteurs fédéraux en salubrité des aliments.

Le Rapport sur les plans et les priorités — Budget 2011-2012 de l'ACIA prévoit une réduction de la taille de l'organisme pour 2013-14, avec un financement réduit de 21,5 M\$ par rapport au niveau actuel, et 234 employés en moins.

C'est le programme de Salubrité des aliments qui subira la portion la plus lourde de ces réductions — 21,1 M\$ et 207 employés en moins — même si ce poste budgétaire représente moins de la moitié des dépenses globales de l'Agence et 46 % de son personnel au total.

Lors d'une conférence de presse tenue aujourd'hui à Ottawa, Kingston était accompagné de Karen Clark, dont la mère Francis est décédée en 2008 de listériose après avoir consommé des charcuteries contaminées.

« Cela me fait vraiment peur de constater l'attitude du gouvernement fédéral. On dirait qu'ils s'imaginent que les Canadiens ont oublié la contamination à la listériose et tous ceux qui en ont été affectés, qu'ils peuvent réduire le nombre des inspecteurs et que personne ne s'en apercevra. Ma famille et moi avons vécu quelque chose d'horrible, et nous sommes des gens ordinaires. Si le gouvernement

fédéral ne maintient pas un niveau adéquat de surveillance et d'inspection de la sécurité des aliments, cela pourrait arriver à n'importe quelle famille, » a déclaré Karen Clark.

« Des réductions de cette importance vont ébranler le programme de salubrité des aliments et compromettre gravement la capacité des inspecteurs à remplir leur mission, et cela se traduira par une augmentation du risque d'une nouvelle intoxication massive par contamination des aliments, » ajoute Kingston.

Au mieux, cette décision envoie le message trompeur que tout va bien dans le système canadien de sécurité alimentaire. Au pire, ces restrictions budgétaires pourraient anéantir les importantes améliorations apportées au cours des dernières années au système canadien de supervision de la sécurité des aliments, et potentiellement menacer l'accès des producteurs canadiens au marché américain.

La décision de l'ACIA d'augmenter la fréquence de ses inspections a été prise en réponse directe à l'agence américaine de réglementation qui exigeait qu'une inspection soit effectuée à chaque quart de 12 heures dans les abattoirs et les usines de transformation, pour satisfaire à des exigences américaines plus élevées.

« La réglementation américaine a poussé le gouvernement canadien à augmenter la présence des inspecteurs des aliments dans les usines produisant pour l'exportation. Les plans actuels d'Ottawa visant à diminuer le financement des besoins de l'ACIA face aux exigences américaines d'inspection vont envoyer un signal d'avertissement aux organismes réglementaires du sud, » déplore Kingston.

Comme d'autres agences et ministère fédéraux, l'ACIA doit faire face à une diminution de 10 % de son budget dans le cadre de l'Examen stratégique et fonctionnel du gouvernement fédéral. Cette initiative pourrait entraîner des réductions supplémentaires de 74 M\$.

« Si Ottawa va de l'avant avec les réductions qu'il a déjà annoncées, avec un 10 % supplémentaire, le gouvernement fédéral va jouer à la roulette russe avec la santé des Canadiens. Les producteurs et les transformateurs devraient lever leurs boucliers face à ces restrictions budgétaires. Nous espérons qu'ils joindront leurs voix aux nôtres pour exiger d'Ottawa qu'il reconsidère ses décisions », continue Kingston.

Le Syndicat de l'Agriculture a annoncé qu'il lançait une campagne pour inviter les gros joueurs de l'industrie alimentaire canadienne à s'opposer à ces restrictions budgétaires, à commencer par les Aliments Maple Leaf. La campagne par internet <http://foodsafetyfirst.ca/fr/> comporte un centre d'action qui permet à tous les citoyens d'envoyer un message aux leaders de l'industrie alimentaire pour les inviter à se mobiliser.

« Pour commencer, nous invitons nos supporters à faire pression sur Michael McCain pour qu'il exige d'Ottawa de reconsidérer ces restrictions financières. Leur entreprise a subi des dommages financiers et de réputation considérables quand le système de salubrité alimentaire a trahi les Canadiens, » déclare Kingston.

La campagne visera à mobiliser d'autres producteurs et transformateurs canadiens.

« Nous espérons que Stephen Harper écoutera l'industrie même s'il n'entend pas les simples citoyens canadiens inquiets de la sécurité de ce qu'ils mangent, » conclut Kingston.